

ABONNEMENTS  
Nord et Départements limitrophes: 4 fr. 50  
Autres Départements: 5 fr. 50  
N° 172 Lundi 19 Juin 1899 N° 172  
EDITION \*\*

## Pour la République

Le parti socialiste a rendu à la République deux services signalés, dans les tournois de dimanche et de lundi. Dimanche, c'est lui qui a organisé la manifestation républicaine qui a obligé à la grève sportive les chevaliers de l'Éclair et les clients d'Arthur Meyer. Devant la force du peuple irrité, les lâches gourous de la réaction ont fui comme la paille au vent.

Les pouvoirs publics paraissent s'abandonner. Les groupes délibèrent sans aboutir à une action nette. Dupuy équivoque et trahissait.

Le prolétariat socialiste a agi. Avec un grand sens politique, il a évité tous les cris qui auraient pu troubler le sens de la journée, et au passage du Président de la République, si ouvertement attaqué par la réaction, il n'a poussé que le cri de : « Vive la République ! » Et à vrai dire, ce cri, si on lui donne tout son sens, signifie le socialisme, qui est la République dans l'organisation du travail comme dans l'organisation du pouvoir.

Mais, malgré cette réserve volontaire des socialistes, qui ne voulaient créer aucune diversion, on sentait bien que la journée était à eux, et qu'en acclamant la République, ils annonçaient leur République, la République sociale.

Et c'est précisément parce qu'ils ont un haut et clair idéal révolutionnaire qu'ils sont toujours prêts à l'action. Ils n'hésitent pas, ils ne rusent pas. Ils vont tout droit à l'ennemi. Les roses rouges qui fleurissent par milliers et par milliers les groupes ouvriers et socialistes ne pâlissent plus.

La fleur d'espérance ardente, éclosée sous le soleil de juin, est la fleur prédestinée de la victoire. Aucune force n'arrêtera l'idée socialiste et le prolétariat en mouvement.

Mais en même temps que le parti socialiste reconquiert les rues de Paris infestées si longtemps de l'insolence réactionnaire et nationaliste, il donne le signal de l'assaut décisif au ministère Dupuy. Oh ! je sais bien que la majorité qui a chassé Dupuy est faite de éléments les plus disparates !

Ce ministère de fourberie et de trahison qui trompait tous les partis a été rejeté par le dégoût de tous. Mais, c'est la République surtout qui trahissait, et voilà pourquoi son départ est une victoire républicaine.

Victoire républicaine aussi, l'écrasement de ce Méline dont la responsabilité apparaît tous les jours, même à ses anciens amis, plus écrasante, car c'est lui qui a couvé pendant deux ans les espérances réactionnaires ; et c'est de l'accumulation de ses perfidies, de ses mensonges, de ses trahisseries que s'était formé jour par jour l'abcès dont la République a failli mourir.

Maintenant, on peut dire que la République est sauvée. La mort de Félix Faure, ignominieux jouet de la réaction l'arrêt de la Cour de cassation qui met en pleine lumière l'innocence de Dreyfus et le crime de la haute armée, la journée triomphale de Longchamps où le peuple de Paris s'est dressé et a donné à la France républicaine le signal du combat ; la chute de Dupuy tombant sous le mépris public, tout annonce un nouveau républicain, une sorte de Renaissance de la République.

Les partis républicains bourgeois comprendront-ils la leçon des événements ?

## NOS DÉPÊCHES

(Par service télégraphique spécial)

### La Crise Ministérielle

#### On demande un Ministre

Paris, 17 juin. On attend toujours un gouvernement. On demande un ministre. Viendra-t-il ? Assurément.

Ils sont, à la Chambre et au Sénat, nous ne savons combien de ministères qui attendent avec une impatience fébrile les chutes et les constitutions de ministères.

C'est la lutte pour le marquis... Oh ! ce marquis, de combien d'attachement, de veulerie, de trahisons et d'abjection est-il responsable ?

Tel, pour devenir ministre, oublie tous ses engagements, renie tout son programme, devient parjure et renégat !

Tel autre emploie toutes les ruses, toutes les roueries parlementaires, use de toutes les bassesses, se sert de toutes les canulars et fait toutes les promesses, qu'il sait ne pouvoir tenir !

Que peuvent faire encore ces ministères, qui pour rester ministres sont obligés de plaire à une majorité d'opinion, sans but déterminé, n'ayant pour objet, dans la particularisation des partis, que des passions, des haines à assouvir ou des intérêts à satisfaire.

Que peuvent réaliser, enfin, ces ministères qui ne s'appartiennent pas, qui sont la chose, le jouet même de leurs bureaux, de leurs employés, des ronds de cuir de ministères, les véritables maîtres de la République ?

En cinq ans, les bureaux du ministère de la guerre ont tourné chaque à un ministre civil aussi bien que militaire !

Du libre-penseur Lockroy, les bureaux de la marine font un ministre presque clerical, soutenant tous les empanchés que protègent les archevêques et n'osant mettre un terme aux abus religieux et cléricaux qui se commettent sur les navires de l'Etat !

Et il en est ainsi de tous les ministères !

Et au point de vue politique, croyez-vous que nous, socialistes, nous puissions espérer, en ce moment surtout, un gouvernement nettement rénovateur, réformateur, s'attendant, sans arrière-pensée, à la besogne républicaine ?

Non, n'est-ce pas ?

Pour avoir un gouvernement qui puisse faire quelque chose de sérieux, de utile, de nécessaire, il y a, avant, à réaliser de profondes transformations sociales plus encore que politiques, que seul le Peuple peut réaliser.

Cela viendra... Mais sans ce régime dans le gouvernement de demain, nous ne pourrions pas plus avoir confiance — et accorder crédit — que dans le gouvernement d'aujourd'hui.

Ce ne sera pas le gouvernement du Peuple.

Ce sera toujours le gouvernement de la Bourgeoisie.

Cependant nous pouvons formuler un vœu et manifester une préférence.

Nous pouvons même montrer une espérance et une volonté.

La République doit de plus en plus se montrer forte et vivace devant la réaction qui, loin de désarmer, relève la tête et fait entendre la menace.

Il y a une justice à rendre : l'innocent à réhabiliter, les coupables, à châtier.

Pour cette œuvre, il faut des hommes de conviction, de sincérité et de volonté.

Nous souhaitons et nous voulons donc que le gouvernement de demain soit composé de ces hommes, si cela est possible !

Peut-il être l'avis de M. Loubet ?

Si oui, de tous les inutilités présidents, c'est lui qui aura fait preuve d'une première utilité.

#### Un homme néfaste

M. Poincaré a eu l'idée extraordinaire, extravagante, de considérer Barthou comme un élément indispensable au gouvernement qu'il veut former.

M. Barthou a, en effet, des titres sérieux.

## ANNONCES

Les Annonces sont reçues à la Société Générale de Publicité, 7, rue (anciennement) Paris (Téléphone 221.85) et dans les succursales.  
LILLE, 28, rue Faidherbe  
et dans les bureaux de l'Administration du journal

## LA CHAMBRE

Le matin, M. Loubet a reçu M. Fallières, président du Sénat, puis M. Deschanel, président de la Chambre.

Il a conféré cette après-midi avec les anciens présidents du Conseil : MM. Henri Brisson, Ribot, Rouvier et Méline.

M. Loubet a convoqué pour ce soir, à 9 h. M. Waldeck-Rousseau à l'Élysée.

Un grand déjeuner parlementaire a eu lieu ce matin à l'Élysée.

La table était servie dans la salle des Fêtes, décorée de fleurs et de plantes vertes. Des massifs de fleurs garnissaient également les marches du perron du palais.

Assistaient à ce déjeuner avec le président de la République et Mme Loubet :

MM. Cochet, sénateur, président de la commission des Douanes ; Bazille, député, président de la commission chargée de l'examen des projets de loi portant règlement définitif du budget des exercices de 1898 à 1897 ; les députés présidents de commissions, A. Christophe, Millard, Mézières, Etienne, de Saint-Quentin, Muzet, Guyot-Dessaigne, Beauquier, Lutiers, Louis Millon, Louis Ricard, le président du centre gauche du Sénat, Marret, le président de la gauche républicaine du Sénat, Marquis ; le président de l'Union républicaine du Sénat, Guyot ; le président de la gauche démocratique, de la Forêt ; le président de l'Union progressiste, Isambert.

En outre les sénateurs, membres de commissions parlementaires, Bodinier, Edouard Millard, Sébille, général Grévy, Emile Labiche, Gabart-Danneville, de Marce, Baynal, Waldeck-Rousseau, Devès, Gomot, Sigfried, Guérin, Antonin Dubost, Lourties, Guérin, Millard, général Billot, Jules Godin, Laurens, Fayard, Bizarelli, Larrivière, Cornil, Jean Dupuy, Gauthier, Hugot, Ouvrier, Pradal, Th. Roussel, Firman.

Les députés : Le Myre de Vilers, Salis, Boudenot, Trouillat, Jules Roche, Barthou, Chateaufort, Guiseux, Henry Boucher, Maréjols, Trouillet, Edmond Caze, Louis Blanc, Gras, Maurice Faure, Dulau, Cruppi, Raberli, Henri Ricard, Bernard, Amouretti, Fourrière, Descais, Hémon, Merlot, Godes, Audiffred, Gaillaux, Brindeau.

Les chefs du cabinet des présidents du Sénat et de la Chambre des députés, MM. Crozier et Mollard, directeur et directeur-adjoint du protocole, les officiers de la maison militaire, Descais, Hémon, Merlot, Godes, civil, Félix Roussel, chef adjoint, Poulet, secrétaire particulier du président de la République, et M. Paul Loubet, étaient également parés de fleurs, dont le nombre s'élevait à cent deux.

La musique de la garde de Paris a joué au cours de la réception.

Après le déjeuner, M. Loubet s'est longuement entretenu avec M. Waldeck-Rousseau.

### A la Chambre

Cet après-midi, les députés qui assistaient au déjeuner offert ce matin par le Président de la République aux membres du Parlement, sont très entourés à leur arrivée au Palais-Bourbon.

Tous ont remarqué l'entretien que le chef de l'Etat a eu avec M. Waldeck-Rousseau et tous sont persuadés que dans cette conversation M. Loubet et Waldeck-Rousseau ont envisagé les différents moyens de dénouer la crise.

M. Waldeck-Rousseau, interrogé par ses collègues du Sénat et de la Chambre, a observé la plus grande réserve ; il s'est borné à déclarer que non seulement aucune offre ne lui avait été faite, mais que rien ne lui permettait de croire qu'on dût lui en faire ultérieurement.

Quel qu'il en soit, ceux qui ont pris part au repas ont déclaré qu'un courant paraît se dessiner, à l'Élysée, en faveur de M. Waldeck-Rousseau.

Il a ajouté que, si l'on en croit les bruits qui circulaient à l'Élysée, M. Waldeck-Rousseau serait, le cas échéant, disposé à faire appel au concours de tous les groupes de gauche, y compris le groupe socialiste, pour constituer un cabinet d'union républicaine.

Cette idée ne rencontre qu'une très faible opposition, étant donné que le futur cabinet ne devra pas faire œuvre politique, mais avoir pour seul objectif la défense des institutions républicaines. Tous les républicains, les modérés comme les avancés, peuvent, sans renier leur programme, coopérer à cette tâche.

Ajoutons que, malgré tout, certains députés persistent à croire que c'est M. Delcassé, et non point M. Waldeck-Rousseau, qui sera appelé à l'Élysée pour recevoir la mission de former le nouveau ministère.

Un fort mouvement se dessine même, du côté du parti avancé de la Chambre, en faveur de M. Waldeck-Rousseau, étant donné, bien entendu, que M. Delcassé désire ne pas assumer la responsabilité de la présidence de ce cabinet.

En quittant le Palais-Bourbon pour se rendre à l'Élysée, M. Rouvier a déclaré qu'il comptait conseiller au président de la République de faire appel à M. Waldeck-Rousseau.

On estime généralement que si M. Waldeck-Rousseau est chargé de constituer le cabinet, il réussira aisément.

On assure qu'il a son cabinet tout préparé et que deux députés socialistes figurent sur sa liste : Millard pour la Justice et Fourrière pour l'Instruction publique.

Viviani cependant est loin de se montrer optimiste. Tout cela, dit-il, finira par une combinaison Sarrien-Peytral.

De son côté, M. Dupuytren, député modéré de la Vienne nous dit : « J'ai parlé pour Sarrien, je tiens encore ! »

En attendant des nouvelles sérieuses et précises, on cause un peu des incidents d'hier et de l'échec de M. Poincaré. Celui-ci et les modérés le rejettent, on le sait, sur le mauvais vouloir des radicaux. Mais les radicaux se défendent énergiquement : « Notre bonne volonté et notre désir de conciliation étaient tels, disait-il, que nous avons offert à M. Barthou le gouvernement général de l'Algérie s'il voulait se retirer de la combinaison Sarrien-Peytral. »

« M. Barthou refusa, ce qui prouve bien qu'il était là pour faire échouer les négociations. »

Comme on racontait devant Fourrière qu'il était question de l'entrée de Millard dans la combinaison Waldeck-Rousseau, notre ami se borna à répondre : « Je n'en sais rien et n'en veux rien savoir, mais qu'y aurait-il d'extraordinaire ? »

(Un mot typique de M. Viger, l'ex-ministre de l'Agriculture, dont le nom depuis le début de la crise, ne figure nulle part : « On fait la cuisine sans moi, mais quand elle sera faite on m'invoira en la goûtant et, ma foi, si elle est bonne, j'en mangerai ! »)

On n'est pas plus opportuniste.

« Nous avons relaté ce bruit suivant lequel Millard pourrait être appelé à faire partie de la combinaison Waldeck-Rousseau, dit l'Agence Nationale. »

Comme il fallait s'y attendre, les amis de ce dernier démentent la nouvelle.

Cependant, des pourparlers auraient déjà eu lieu entre les socialistes et M. Waldeck-Rousseau, au cours desquels le sénateur de la Loire aurait assuré les socialistes de toutes les garanties nécessaires demandées par eux pour la défense et la sauvegarde des intérêts démocratiques.

De ce fait, les socialistes auraient assuré M. Waldeck-Rousseau de leur concours. Jusqu'à six heures, aucune nouvelle précise, aucune indication même.

On en est réduit dans les couloirs, aux rumeurs de toute espèce et de toute provenance.

Selon les uns, M. Waldeck-Rousseau a déjà arrêté son programme qui consisterait purement et simplement à rien faire.

En d'autres termes, son ministère serait un ministère de liquidation des affaires en cours, à l'exclusion de toute question politique.

Cela paraît quelque peu fantaisiste.

Mais dans l'incertitude où l'on se trouve, rien n'est plus sûr.

Tous les socialistes ne voient pas la combinaison Waldeck-Rousseau d'un bon œil. Groussier et plusieurs autres se déclarent résolument hostiles au sénateur de la Loire.

De même un certain nombre de radicaux font des réserves exprimées. Ils rappellent la campagne active menée aux dernières élections par le grand cercle républicain à la tête duquel est M. Waldeck-Rousseau.

Nous avons tenu à donner les renseignements ci-dessus, qui nous sont transmis par les agences et nos correspondants parisiens, simplement à titre d'informations.

La d'ailleurs doit se borner notre rôle puisque rien n'est encore décidé à l'heure où nous écrivons.

## LA REVANCHE DU DROIT, PAR JULIO

Après l'affichage de l'arrêt I